

# Le secret bancaire en mutation: conséquences et perspectives pour la gestion de fortune privée

Haut lieu de la gestion de fortune privée, la Suisse va sans doute subir en profondeur les conséquences du changement de règles qui s'est imposé dans le domaine de l'échange international d'informations fiscales. Le scénario tablant sur l'imminence d'un exode massif de capitaux est invraisemblable. À long terme, il s'agit cependant d'appliquer une stratégie qui vise le respect de toutes les normes internationales en matière de taxation et qui ne tolère aucune transgression ni zone grise<sup>1</sup>.



Pour diverses raisons, il n'y a pas lieu de craindre à court terme un exode massif de l'argent déposé par des clients étrangers dans les banques privées suisses. À moyen terme, on saura en outre ce qu'il faut entendre exactement par «suspicion fondée» et comment cette notion doit être interprétée dans la procédure d'entraide administrative. Photo: Keystone

## Les clients vont-ils émigrer?

Le Conseil fédéral a décidé de retirer la réserve qu'il avait formulée antérieurement à l'égard de l'art. 26 du modèle de convention de l'OCDE. C'est un pas historique dans l'évolution du secret bancaire, tel qu'il est pratiqué en Suisse. Ce n'est qu'avec le recul que l'on pourra juger si cette décision a permis de mettre fin aux pressions sur la Suisse. Cela dépendra dans une large mesure du comportement futur du Conseil fédéral et de la place financière.

La question cruciale est de savoir s'il y a lieu de craindre un exode imminent de capitaux dans le domaine de la gestion de fortune

privée («private banking»). À ce sujet, plusieurs réflexions s'imposent:

1. D'autres centres «offshore» ont fait les mêmes concessions que la Suisse. On voit ainsi se dessiner des normes communes dans le domaine de l'assistance internationale administrative en matière fiscale. Les capitaux allergiques à l'impôt ne seront plus tentés de se déplacer d'une place financière à une autre pour se protéger du fisc. Dans l'immédiat, rien n'incite donc les clients à retirer leur avoir des banques suisses.
2. L'argent non déclaré aux impôts n'est pas très mobile, étant donné que toute transaction électronique laisse des traces et qu'elle augmente donc la probabilité d'une incrimination. Quant aux mouvements d'argent liquide, ils ne permettent pas de transférer des montants volumineux. Ces deux arguments contredisent le scénario d'un exode imminent de capitaux.
3. La clientèle internationale du «private banking» attendra de connaître le détail des réglementations qui seront introduites en Suisse lors de la révision des conventions de double imposition. Si le Conseil fédéral n'accepte aucun effet rétroactif et



**P' Teodoro D. Cocca**  
Professeur de gestion d'actifs, université Johannes Kepler, Linz (Autriche)

<sup>1</sup> En plus de son activité d'enseignement à l'université Kepler, l'auteur donne des cours sur le «private banking» à l'université de Zurich et à la haute école supérieure du Liechtenstein. De nationalité suisse, Teodoro D. Cocca est également membre de la faculté de formation continue des dirigeants, créée par le Swiss Finance Institute.

négoce de longues périodes transitoires, comme il en a exprimé l'intention, cela pourra endiguer considérablement un éventuel exode de capitaux.

4. La Suisse figure désormais – en compagnie d'autres pays – sur une liste de l'OCDE qualifiée de «grise». Il faut relever un point essentiel à ce propos: le sommet du G20, réuni à Londres le 2 avril 2009, n'a pas prévu de sanctions automatiques pour le cas où un pays resterait trop longtemps sur la liste grise ou figurerait sur la liste noire.
5. À la lumière de ce qui précède, la loi allemande contre la soustraction fiscale, approuvée le 22 avril 2009 par la grande coalition gouvernementale, apparaît un peu plus préoccupante. Les personnes physiques et morales devront à l'avenir fournir des renseignements détaillés sur leurs activités dans ce que l'on appelle les paradis fiscaux. Sinon, elles risquent de perdre certains avantages au niveau de leur propre imposition. De plus, les autorités financières disposeront de droits de contrôle élargis. Le ministre aura la possibilité de prononcer des sanctions contre tel ou tel pays.
6. On a pu éloigner le spectre de l'échange automatique d'informations. C'est là une évolution positive.
7. Les retraits de capitaux étrangers ou le tarissement de l'afflux d'argent frais dans les grandes banques du Liechtenstein montrent que la clientèle du «private banking» est très sensible aux campagnes médiatiques et à la perspective de modifications législatives. Certes, l'ampleur du phénomène n'est pas préoccupante, mais certains craignent déjà que la marche des affaires ne s'en trouve paralysée.
8. Le nombre élevé de clients qui ont quitté l'UBS depuis l'aggravation de ses démêlés avec le fisc américain souligne le danger inhérent à la levée du secret bancaire pour une place financière spécialisée dans la gestion de fortune privée.
9. Dans le litige fiscal entre l'UBS et les autorités américaines, les doutes émis au sujet de la sécurité juridique ont jeté le discrédit sur la procédure. Il s'agit de les corriger avec la plus grande clarté. De tels doutes pourraient, selon les cas, peser plus lourd que les concessions accordées dans le domaine de l'entraide administrative.

En fin de compte, ces raisons font qu'il n'y a pas lieu de craindre à court terme – c'est-à-dire dans les douze prochains mois – un exode massif de l'argent déposé par des clients étrangers sur des comptes bancaires en Suisse. Le principal danger pourrait se

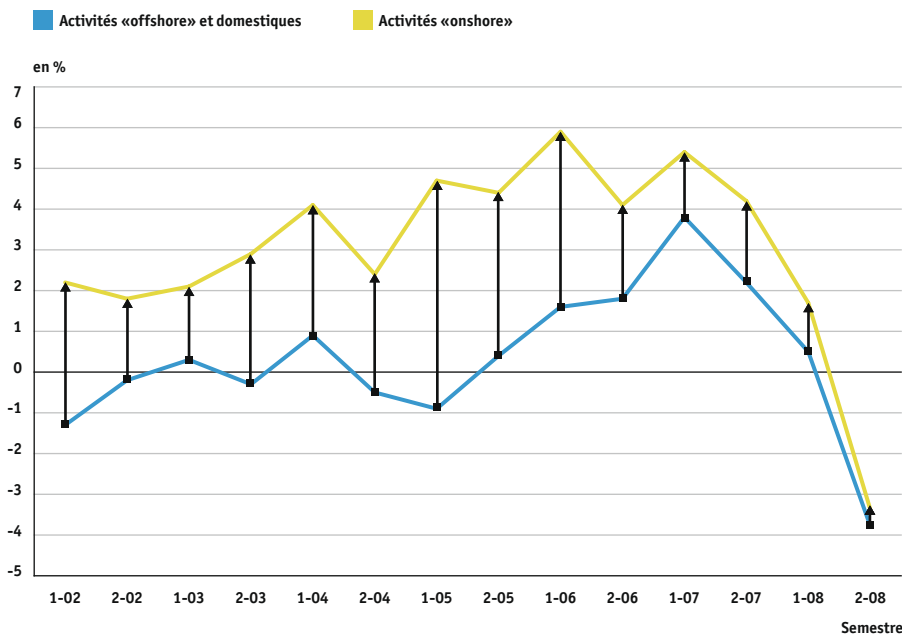
présenter le jour où des pays comme la France ou l'Allemagne comprendront qu'ils peuvent rapatrier une grande partie de ces capitaux par le biais d'amnisties fiscales attractives. Comme l'a montré le «scudo fiscale» (bouclier fiscal) introduit en 2001 par le gouvernement italien, une telle mesure peut déclencher des mouvements massifs de capitaux. À moyen terme, on saura en outre ce qu'il faut entendre exactement par «suspicion fondée» et comment cette notion doit être interprétée dans la procédure d'entraide administrative. Il ne fait aucun doute que cela peut conduire à des décisions discrétionnaires, voire à des usages différents d'un État à l'autre. L'avenir montrera aussi de quelle manière les pays à fiscalité élevée utiliseront l'instrument de l'assistance administrative. On ne doit pas nécessairement s'attendre à une avalanche de demandes d'entraide. Par souci d'efficacité, les autorités fiscales étrangères pourraient en effet se concentrer sur les affaires les plus importantes et les plus évidentes, ce qui reviendrait à établir à nouveau une distinction entre soustraction fiscale (cas mineurs ou peu clairs) et fraude fiscale (cas importants et clairs). Les détails de ces procédures détermineront si l'entraide administrative doit évoluer dans la pratique et si oui, comment. C'est pourquoi il semble encore un peu tôt pour en juger.

### Importance générale des activités bancaires «offshore»

Les banques suisses qui appliquent un modèle de «private banking» transfrontalier (ou «offshore») pourraient avoir de plus en plus de mal à attirer de nouveaux fonds. Ce secteur d'activité est sans doute celui qui a le plus contribué au succès de la Suisse dans la gestion de fortune privée. Contrairement à une opinion largement répandue, «offshore» n'est pas synonyme de délit fiscal. La clientèle fortunée peut aussi avoir des raisons parfaitement légales et légitimes de préférer la discrétion d'une place financière étrangère. On doit, cependant, partir de l'idée qu'une grande partie des capitaux étrangers déposés en Suisse ne sont pas déclarés au fisc (il n'est pas possible de formuler une estimation précise à cet égard). Malgré les ajustements internationaux en matière d'entraide administrative, il serait faux de penser que toutes les possibilités d'optimisation fiscale vont disparaître. Dans le domaine de l'imposition des entreprises en particulier, il existe toujours d'importants mais délicats moyens d'exploiter des niches fiscales à travers, par exemple, des places financières comme le Delaware, Jersey ou Panama. Jusqu'ici, ce secteur n'a pas vraiment été un thème de discussion. Pourtant, il recèle

Graphique 1

**Taux de croissance des modèles d'affaires «onshore» et «offshore»**  
(mesurés à l'afflux net d'argent frais en % de la fortune des clients)



Source: Cocca / La Vie économique

un grand potentiel de risque, puisque de tels canaux permettent non seulement de commettre des délits fiscaux, mais également de blanchir de l'argent à grande échelle.

#### Importance croissante des activités bancaires «onshore»

Bien que le domaine «offshore» ait revêtu historiquement une très grande importance pour la Suisse, on a observé ces dernières années une tendance toujours plus nette des banques à pratiquer la gestion privée «onshore». Du point de vue des clients, plusieurs raisons expliquent cette évolution. En voici les principales:

- dans certains des pays où résident les clients du «private banking», les taux d'imposition ont baissé; cela a réduit le potentiel d'économies fiscales que le contribuable peut réaliser en soustrayant sa fortune ou ses revenus au fisc;
- la stabilité politique s'est améliorée dans des pays de résidence qui avaient jusqu'ici la réputation d'être peu sûrs (Amérique latine, Proche et Moyen-Orient, Asie);
- des possibilités d'investissement attrayantes sont apparues dans les pays de résidence des clients (notamment les États du Bric), ce qui a favorisé les placements «onshore»;
- la pression internationale croissante pour lutter contre la soustraction fiscale et le blanchiment d'argent augmente le risque d'être découvert par le fisc et diminue l'attrait de l'évasion fiscale;

- de plus en plus de clients «offshore» traditionnels se tournent vers la consommation; or, des fonds placés à l'étranger ne se prêtent pas nécessairement à ce genre d'opérations (l'achat d'un yacht augmente la visibilité de la fortune – y compris pour les enquêteurs du fisc);
- d'une génération à l'autre, les priorités se modifient: les héritiers des comptes rapatrient les capitaux pour les gérer activement, les investir ou simplement les dépenser.

Du côté des banques, les raisons de cette évolution sont les suivantes:

- les réglementations ne cessent de se renforcer et sont mises en œuvre de manière toujours plus rigoureuse; il paraît donc trop risqué d'opérer dans la zone grise;
- les banques sont de plus en plus sensibles aux risques que présente la gestion de fortune transfrontalière (le déficit d'image, par exemple);
- l'amélioration du contexte politique et économique facilite l'implantation de filiales «onshore» pour les établissements qui disposent de ressources financières suffisantes.

Depuis le début du millénaire, les grandes banques suisses et quelques autres privées importantes se sont attachées avec toujours plus de force à développer la gestion privée «onshore». Elles ont élargi leurs prestations dans ce secteur, qu'elles conçoivent comme une protection stratégique pour le cas où leurs activités «offshore» iraient en diminuant. Le graphique 1 montre les taux de croissance de deux groupes de banques suisses et liechtensteinoises qui se concentrent sur l'un ou l'autre des deux modèles, «onshore» ou «offshore». Quelques établissements ayant opté pour la première stratégie offraient déjà d'importants services «onshore» dans d'autres secteurs d'activité (en particulier la banque d'investissement). Cette adaptation des modèles d'affaires a entraîné un subtil *changement de stratégie*, qui est passé pratiquement inaperçu: plus une banque suisse développe ses activités «onshore», moins elle manifeste un attachement fondamentale au secret bancaire national. L'attitude de l'UBS, dans son litige avec le fisc étasunien, l'illustre de manière exemplaire: si la banque a accepté au début de 2009 de communiquer aux États-Unis les noms de certains clients, c'est parce qu'elle était menacée de se voir retirer sa licence bancaire dans ce pays.

Ceci montre clairement qu'en Suisse les différents types d'établissements n'accordent pas la même importance au secret bancaire.



Il convient de tirer les enseignements des événements survenus ces derniers mois: la Suisse doit se montrer plus active sur le plan politique, afin de pouvoir compter sur des alliés forts en cas de crise. En illustration: conférence de presse de l'OCDE sur les paradis fiscaux.

Bild: Keystone

Son rôle est certainement moins crucial pour les grandes institutions que pour les petites banques privées qui se concentrent sur les activités extraterritoriales. Les temps s'annoncent difficiles pour les opérateurs de «private banking» qui se sont spécialisés dans les juteuses affaires «offshore», impliquant une proportion élevée de capitaux non déclarés. S'ils n'ont pas la taille critique et le savoir-faire nécessaire pour une expansion internationale (nombre d'entre eux sont dans ce cas), ils se trouveront pris dans *un piège stratégique*.

### Tolérance zéro pour le salut de la place financière

Dans l'hypothèse où d'autres convoitises poindraient du côté de l'OCDE ou du G20 (échange direct de renseignements), il faut que la Suisse ait de bons arguments pour se défendre, après sa capitulation de mars dernier. Même si l'UE en fait toujours son objectif, l'échange automatique d'informations ne trouvera pas tellement de défenseurs au sein de l'OCDE ou du G20, car cette vision d'un «citoyen transparent» est loin de faire l'unanimité. La discussion pourrait même bientôt évoluer dans l'autre sens: plus l'État devient influent (ce qui est le cas en raison de la crise financière), plus on demande à ce que cette influence soit bridée. La protection de la sphère privée pourrait alors devenir un argument de poids. Certes, ce débat ne conduira pas à un renforcement du secret bancaire, mais il pourrait redonner sa légitimité à la position de la Suisse en ce domaine.

Dans les critiques adressées à la Suisse, on retrouve l'opposition classique entre légalité et légitimité. Pour que l'activité d'une entre-

prise soit reconnue, il ne suffit pas qu'elle se situe dans le cadre de la légalité. La légitimité s'acquiert en respectant non seulement les exigences juridiques, mais également les règles éthiques de bonne conduite. En d'autres termes, la question est de savoir si un État se comporte en «bon citoyen» au sein de la communauté internationale. Une place financière voit la crédibilité de sa stratégie naître et mourir avec la légitimité de son action. La force de sa position se mesure à celle de son autorité morale. C'est pourquoi il convient, à long terme, de poursuivre une stratégie qui vise le respect de toutes les normes internationales en matière de taxation et qui ne tolère aucune transgression ni zone grise. Comme la clientèle internationale classique du «private banking» changera de comportement pour s'adapter à l'évolution des conditions-cadres dans la gestion de fortune transfrontalière, les banques devront concevoir de nouvelles stratégies pour la satisfaire.

### La Suisse pourrait redevenir un abri sûr

Si l'instabilité géopolitique augmente en raison de la crise, comme il faut s'y attendre, la Suisse pourrait retrouver pleinement sa fonction d'abri sûr. La manière dont le franc a évolué au plus fort des turbulences financières permet de conclure que les investisseurs le considèrent toujours comme une monnaie refuge. Même quand le risque de défaillance des grandes banques a augmenté – d'après les marges des CDS –, le franc s'est maintenu à un niveau élevé. Cela indique que le marché n'a pas douté de la capacité de la Suisse à sauver sa place financière le cas échéant. De plus, étant donné que les monnaies fortes de places concurrentes sont déjà sous pression (livre britannique) ou pourraient l'être prochainement (dollar US, euro), le franc restera une devise recherchée. L'analyse macroéconomique montre par ailleurs que notre pays a su maîtriser ses finances publiques, grâce à une suite de mesures conjoncturelles raisonnables. En outre, la Banque nationale suisse a gagné en prestige durant cette crise. La stabilité institutionnelle et macroéconomique de notre pays, de même que son intervention étatique limitée sur le marché bancaire, pourraient suffire à lui rendre son statut de refuge dans le contexte international – même si le secret bancaire ne protège plus du fisc. Dans le monde de l'après-crise, qui verra des États surendettés et des systèmes bancaires pratiquement nationalisés, la Suisse pourrait passer pour le dernier bastion d'un univers bancaire libre aux yeux de clients fortunés dont le but premier est de préserver leur capital.



## Comblant des lacunes géostratégiques

La principale tâche de la Suisse consiste à définir sa place au sein de la communauté internationale, une question qu'elle a négligée depuis la chute du mur de Berlin. Rester à l'écart du monde, alors que celui-ci resserre ses liens de partout, ne peut plus être considéré comme de la neutralité. Au contraire, cela éveille de plus en plus la suspicion et marque un manque de solidarité avec le bien commun global. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute qu'une pression massive s'exercerait à nouveau sur la Suisse si cette dernière devait tarder à mettre en œuvre le modèle de convention de l'OCDE. Il importe d'éviter une telle situation, car le poids politique de la Suisse sur la scène internationale n'a aucun rapport avec l'importance de sa place financière. Ainsi que l'a montré le débat sur le secret bancaire, les fondements de la place financière, mais également la Suisse elle-même, souffrent d'une énorme faiblesse stratégique. Il convient de tirer les enseignements des événements survenus ces derniers mois: la Suisse doit se montrer plus active sur le plan politique, afin de pouvoir compter sur des alliés forts en cas de crise.

## Faire preuve de clairvoyance stratégique

Il est faux de réduire la place financière à un secret bancaire tourné vers le fisc. Ce n'est pas l'ensemble de la gestion de fortune privée qui est en jeu. N'oublions pas que la prestation principale de la place financière suisse est une fonction transversale. C'est seulement l'interaction de nombreux intervenants – experts en investissements, développeurs de produits, fiscalistes, juristes, spécialistes en assurances, etc. – qui permet de créer une qualité particulière, ce fameux «swiss banking» pour lequel la Suisse voudrait être connue dans le monde entier. Voilà ce qui fait la force de notre place financière. Il faut continuer à promouvoir précisément ce faisceau d'acteurs et en faire une stratégie. C'est seulement ainsi que la Suisse parviendra à compenser par un nouvel avantage compétitif celui qu'elle a perdu. Cependant, on ne peut ignorer que le comportement des clients traverse un processus de modification, dans lequel l'abolition du secret bancaire en matière fiscale n'est que l'un des nombreux facteurs d'influence. Les banques suisses devraient se préparer à ce changement, afin de pouvoir réagir de manière adéquate. ■

europa forum luzern

Une rencontre entre l'économie,  
le savoir et la politique

## La fiscalité suisse sous pression

Les protagonistes, leurs positions et la lutte contre la crise économique

17<sup>e</sup> Europa Forum Luzern  
Centre culturel et des congrès de Lucerne (KKL)

Lundi 2 novembre 2009

Symposium

10h00–18h00, CHF 280 / euro 195

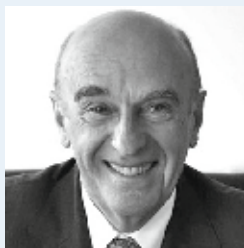
Journée d'information publique

18h30–20h30, entrée libre

Inscrivez-vous maintenant!  
[www.europa-forum-luzern.ch](http://www.europa-forum-luzern.ch)

La concurrence fiscale subit les contrecoups de l'élargissement à l'est de l'UE et surtout de la crise financière et économique mondiale. Le système d'imposition fait l'objet de réformes substantielles dans de nombreux pays. Le renforcement de la concurrence et un environnement politique en mutation confèrent un dynamisme nouveau au débat et à la compétition fiscale à laquelle se livrent les places économiques. La Suisse se trouve ainsi devant des défis qui peuvent se révéler prometteurs.

Avec notamment:

Hans-Rudolf Merz  
Président de la Confédération

Peter Baumgartner: SwissHoldings | Charles B. Blankart: université Humboldt à Berlin | Clemens Fuest: université d'Oxford | Rita Fuhrer: canton de Zurich | Peter Hegglin: canton de Zoug | Jean-Claude Juncker\*: premier ministre et ministre des Finances du Luxembourg | Alexander Karrer: Département fédéral des finances | Paul Kirchhof\*: université de Heidelberg | Armin Marti: PricewaterhouseCoopers Suisse | Franz Müller\*: ville de Lucerne | Martin Naville: Swiss-American Chamber of Commerce | Paul Niederberger\*: conseiller aux États | Johann N. Schneider-Ammann\*: Ammann Gruppe; Swissmem | Marcel Schwerzmann: canton de Lucerne | Andreas Staubli: PricewaterhouseCoopers Suisse | Urs Ursprung: Administration fédérale des contributions | Robert Waldburger\*: université de Saint-Gall | Christian Wanner: Conférence des directeurs cantonaux des finances; canton de Soleure; et d'autres participants

\*Demande encore en attente le 14 mai 2009

Principal partenaire:

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Bureau de l'intégration DFAE/DFE

Partenaire de la rencontre:

Europafachstelle Kanton Zürich

Partenaires média:

Schweizer Monatshefte  
Swiss Equity Magazin  
UnternehmerZeitung